



INTERVIEWS VIDÉO. Sur les réseaux sociaux, *La Gruyère* fait le tour d'une question qui marque la campagne. Aujourd'hui, la procréation assistée et l'adoption par les couples de même sexe.

«Les taxes pour le climat? C'est enfumer les consommateurs»

En vue de l'élection au Conseil des Etats du 20 octobre, *La Gruyère* donne la parole aux dix candidats fribourgeois. Aujourd'hui, le sortant **Pierre-André Page**, de l'UDC.

FRANÇOIS PHARISA

INTERVIEW. Vous vous dites en faveur de la protection du climat, mais vous combattez la révision de la Loi sur le CO₂. N'est-ce pas contradictoire?

Pierre-André Page. Ça ne l'est pas du tout. Chaque citoyen doit contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique. Je le fais, de par mon métier: je favorise une consommation de proximité, je propose de la vente directe, j'ai installé des panneaux solaires sur le toit de ma ferme. Mettre des taxes simplement pour se donner bonne conscience, comme la Loi sur le CO₂ l'exigerait, c'est enfumer les consommateurs. Ce n'est pas efficace, j'en suis convaincu.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 20 OCTOBRE

Vous ne pensez pas que l'on a perdu déjà assez de temps et qu'il faut agir?

Je suis content qu'il y ait une prise de conscience. En tant que paysan, on travaille avec la nature et on se rend compte que le climat change. On doit agir. Mais il en va de la responsabilité individuelle. De nouvelles taxes ne sont pas nécessaires.

Même si le montant de ces dernières revient à la population?

Je parle beaucoup avec les gens qui m'ont élu. Ceux qui ont de l'argent me disent qu'ils paieraient volontiers 100 francs de plus pour leur billet d'avion. En réalité, on ne fait que pénaliser les familles et les revenus modestes. Quant à la taxe sur l'essence, elle pénalise les gens des périphéries. On est en train de créer une fracture entre villes et campagnes.

Vous parleriez aussi, comme nombre de vos collègues, d'«hystérie climatique»?

Le mot est peut-être un peu fort. Mais les médias y ont contribué. Qu'on pense à la mise en scène autour de Greta Thunberg!

On ne vous a pas beaucoup entendu sur l'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur, en cours de négociation,

qui touchera pourtant l'agriculture. Y êtes-vous favorable?

Dans un premier temps, j'étais contre: on allait inonder le marché de viande brésilienne alors que nos paysans en produisent aussi... Mais, finalement, il y a quinze jours, le conseiller fédéral Guy Parmelin nous a expliqué ce qu'il avait négocié: il a signé pour 1000 tonnes de viande brésilienne. Or, en 2017, nous en

avons importé 1200 t. En résumé, on ne fait que valider la situation présente. J'y suis donc plutôt favorable.

Vous estimez que l'initiative UDC pour la suppression de la libre-circulation permettrait de «préserver les terres agricoles». Si tel est votre objectif, pourquoi ne pas avoir aussi soutenu l'initiative «Stop au mitage du territoire»?

Cette dernière était trop extrême. Si l'immigration ne diminue pas, nous devons sacrifier des terres agricoles, c'est mathématique. Il faut laisser venir les gens dont l'économie a besoin et non ceux qui viennent seulement profiter de notre système social.

Le discours anti étranger systématique de votre parti, ça ne vous pose pas de problème?

Personnellement, je ne vais jamais dans des débats portant sur l'immigration. Une partie de l'UDC qui, à l'instar d'autres formations politiques connaît des vagues de racisme, va parfois trop loin.

Vous défendez une agriculture respectueuse du climat mais «compétitive». Quel est votre positionnement par rapport à l'utilisation des pesticides?

Au début de ma carrière, on utilisait plus systématiquement des produits phytosanitaires. Aujourd'hui, on en fait une utilisation réfléchie. On a besoin de produits pour soigner nos plantes quand elles sont malades. Comme pour un être humain. Cette année sur notre exploitation, on a hésité à utiliser un produit contre le charançon qui attaquant notre culture de colza. On ne l'a pas employé et on a eu 30% de rendement en moins. Résultat: sur le plan personnel, une perte financière et sur le plan suisse, parce qu'on n'était pas les seuls dans cette situation, une importation supplémentaire de colza traité, lui, avec des pesticides... Ces produits sont donc nécessaires, mais de façon raisonnable.

Qu'avez-vous apporté à la population de ce canton ces quatre dernières années?

Avec mes six collègues, nous avons travaillé ensemble pour maintenir le pôle de l'Agroscope à Posieux. C'était important pour notre canton et ce n'était pas gagné d'avance! J'ai soutenu l'Institut du fédéralisme de l'Université de Fribourg et fait passer des motions, notamment en faveur des proches aidants et des associations culturelles désormais libérées de la TVA! ■

Un mot, une réaction

Chaque candidat a tiré au sort sept mots, pour indiquer brièvement et sur-le-champ ce qu'ils lui inspirent.

Bio

Un mode de production intéressant, mais on ne pourra pas assurer l'autoapprovisionnement suisse uniquement avec des produits bio.

Elites

Il est absolument primordial qu'elles restent en contact avec la base de la population.

BlueFactory

(*Il rit*) A part le fait que nous avons pu y jouer avec la Landwehr et les Young Gods dans la halle industrielle... Une superbonne idée de base qui est devenue un gouffre à millions.

Pleurs

Je ne sais pas quoi dire... Je suis très sensible aux pleurs des êtres humains, autant pour les drames que pour les moments de bonheur. Mais c'est un peu bateau comme réponse, non?

Greta Thunberg

Je suis surpris et impressionné de voir comment les agences de communication ont réussi à en faire une icône. Peut-être devrais-je les engager à mon tour? (*Il rit*)

Quotas

Un terme que nous avons réussi à supprimer dans l'agriculture. Des quotas laitiers étaient imposés par la Confédération.

Damien Piller

Un grand investisseur pour le canton de Fribourg. J'ai siégé avec lui entre 1996 et 2001 au Grand Conseil. Je trouve admirable ce qu'il investit dans le canton. Il défend sa région. FP

«Un milicien aux Etats ferait du bien»

PORTRAIT. Intégrer un groupe d'amis et s'y faire une place n'est jamais une mince affaire. Cela l'est encore moins quand ce groupe compte déjà 73 membres. L'arrivée de Pierre-André Page à Berne, il y a quatre ans, au sein de la délégation maousse de l'UDC, n'a donc pas été une sinécure. C'est le principal intéressé qui le concède. «La première année a été difficile... On ne l'écoute simplement pas, jusqu'à ce qu'un jour on tape sur la table et on montre qu'on existe. Seulement alors, on commence à prendre du plaisir et à être efficace.»

Des débuts compliqués d'autant que l'agriculteur de Châttonnaye, 59 ans, marié et père de trois enfants adultes, sait faire montre d'indépendance. Qu'on se souvienne de son soutien à la Stratégie énergétique 2050, alors que la très

grande majorité de ses collègues de parti qualifiaient le projet de «nuisible et cher pour la population et l'économie». Ou, plus récemment, quand il a fallu défendre la Loi relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA), «dans l'intérêt de Fribourg». L'ancien conseiller communal de Châttonnaye et député au Grand Conseil se souvient: «Je remplaçais Céline Amaudruz dans la commission de l'économie du Conseil national et j'ai soutenu le compromis de la RFFA. On a finalement gagné à une courte majorité, et ce contre l'avis de l'UDC. A midi, des collègues zurichois m'ont demandé si je trouvais normal que je vienne manger avec eux...» Mais en dépit de ces quelques chicanes et remontrances, Pierre-André Page assure avoir l'écoute et la confiance de

ses collègues. «Le président Albert Rösti me consulte régulièrement, notamment en matière d'agriculture et de politique environnementale.»

Mais si sa «voix compte» désormais, Pierre-André Page n'est pas devenu un ténor pour autant. Tant s'en faut. La *Sonntagszeitung*, dans son classement des parlementaires les plus influents, le place à la 164^e position, bon dernier des élus fribourgeois. Guère folichon pour quelqu'un qui assure «monter en puissance».

Agriculture et musique

Le Glânois a déposé plusieurs motions et interpellations. En faveur des proches aidants, des manifestations culturelles, de la numérisation de l'agriculture ou encore du renforcement de la division sécurité

humaine dans le cadre des actions de coopération internationale de la Suisse. «Ces thématiques me tiennent à cœur», souligne celui qui préside la Landwehr et la Landi Romont et qui siège en outre au comité de Pro Familia Fribourg et au conseil d'administration de l'Association des établissements cantonaux d'assurances.

Elu en 2015 à la Chambre du peuple – après trois tentatives infructueuses – membre de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie, Pierre-André Page est candidat à sa propre succession. Pourquoi dès lors convoiter aussi le Conseil des Etats? «Parce que le binôme PDC-PS a assez duré et qu'un milicien ferait le plus grand bien», lâche-t-il, en référence au duo Vonlanthen-Levrat, «deux professionnels de la politique». FP

Etes-vous pour ou contre

... une taxe sur le kérosène? Contre.

... la retraite pour les femmes à 65 ans? Pour.

... l'adoption par un couple homosexuel? Contre.

... un congé paternité de quatre semaines? Contre.

... limiter la concurrence fiscale entre les cantons? Contre.